

N° 5121²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROJET DE LOI

relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3^e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

(13.10.2003)

La Commission se compose de: M. Lucien WEILER, Président; M. Lucien CLEMENT, Rapporteur; MM. François BAUSCH, Alex BODRY, Emile CALMES, Gast GIBERYEN, Gusty GRAAS, Norbert HAUPERT, Jeannot KRECKE, Jean-Paul RIPPINGER, Serge URBANY et Claude WISELER, Membres.

*

TRAVAUX DE LA COMMISSION

La Commission a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat au cours de sa réunion du 18 septembre 2003. Lors de cette même réunion, elle a désigné M. Lucien CLEMENT comme rapporteur. Le présent projet de rapport a été adopté lors de sa réunion du 13 octobre 2003.

*

OBJET ET COMMENTAIRE DU PROJET DE LOI

A intervalles plus ou moins réguliers, l'appartenance à des institutions financières internationales oblige le Luxembourg à actualiser ses engagements et adapter ses participations.

Les derniers actes législatifs en la matière ont été les lois du 25 juillet 2002 et du 9 mai 2003. Par la loi du 25 juillet 2002 a été approuvée la participation du Grand-Duché à la 5e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole et par la loi du 9 mai 2003 a été donné l'accord à la participation du Grand-Duché à la 5e augmentation du capital de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe.

Dans le cadre des lois précitées et dans la ligne de la politique de coopération luxembourgeoise, le ministre du Trésor et du Budget a déposé le 23 avril 2003 à la Chambre des Députés ce projet de loi visant à participer à des reconstitutions de ressources de trois institutions financières internationales desquelles le Luxembourg est membre. Les trois institutions visées font l'objet de reconstitutions de ressources régulières, car elles allouent des dons et (ou) prêtent leurs moyens à des taux inférieurs aux taux du marché.

*

LES MISSIONS DES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ENUMEREES AUX ARTICLES 1 A 3 DU PROJET DE LOI

Aux termes de l'article 1er, le Grand-Duché entend participer à la 13e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (AID) (<http://www.worldbank.org>) créée en septembre 1960 sous les auspices de la Banque Mondiale. Par la loi du 21 février 1964 portant Approbation des Statuts de l'Association Internationale de Développement, établie à Washington, le 26 janvier 1960, le Grand-Duché est devenu membre de l'AID.

L'AID concentre son champ d'action sur la lutte contre la pauvreté. En effet, les 80 pays éligibles d'emprunter aux taux préférentiels de l'AID sont les pays les plus pauvres du monde comptant un revenu moyen par tête de 875 USD au plus.

Les crédits de l'AID servent à financer deux types d'opérations, à savoir les mesures d'ajustement structurel des finances publiques du pays bénéficiaire et les projets d'investissement affectant directement les conditions de vie des plus pauvres (par exemple la fourniture d'eau potable et l'irrigation). Environ 20% des ressources sont allouées aux Etats bénéficiaires sous forme de dons (par exemple l'aide lors de catastrophes naturelles) et les 80% restants sont des crédits AID sans intérêts et n'étant remboursables que dans un délai de 40-50 ans. En raison de la lenteur des remboursements des crédits AID, les avoirs de l'AID doivent être reconstitués périodiquement par ses membres les plus riches.

A l'article 2 du projet de loi sous rubrique, le gouvernement requiert l'autorisation parlementaire à participer à la 3e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement mondial (FEM ou GEF = „Global Environment Facility“ en anglais) (<http://gefweb.org>). Le Luxembourg a signé l'acte d'adhésion au Fonds pour l'Environnement Mondial le 28 avril 1995. Par la loi du 14 mai 1997 relative à la participation à des institutions financières internationales, la Chambre des Députés a autorisé l'Etat à participer au FEM.

Le FEM doit identifier et appuyer des activités novatrices en matière de protection de l'environnement mondial, à condition qu'elles promettent des retombées durables à l'échelle planétaire (la lutte contre l'appauvrissement de la couche d'ozone et le changement du climat et la réduction de l'effet de serre, la préservation de la diversité biologique, la protection des eaux internationales, ...).

C'est la Banque mondiale qui assume aussi bien le secrétariat que le rôle de gestionnaire du fonds fiduciaire GEF, la principale source de financement des projets. En outre, elle doit veiller à l'élaboration et la mise en oeuvre des projets en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

L'article 3 a pour objet d'autoriser le gouvernement luxembourgeois de participer à la 6e reconstitution des ressources du Fonds International du Développement Agricole (FIDA) (<http://www.ifad.org>).

Le FIDA est une agence spéciale des Nations Unies qui fut établie en 1977 à la suite de la Conférence Mondiale sur la nutrition en 1974. Via la loi du 2 décembre 1977 portant approbation de l'Accord portant création du Fonds International de Développement Agricole, conclu à Rome, le 13 juin 1976, le Luxembourg a ratifié l'Accord sur le FIDA.

Le FIDA gère des projets et des programmes de lutte contre la pauvreté en milieu rural et de développement rural dont le coût total avoisine 400 millions USD. Les actions du FIDA sont localisées dans les pays en voie de développement, surtout en Afrique, en Amérique latine, aux Caraïbes et en Asie. Dans le rapport 2001 du FIDA¹, il est noté que „*Poverty reduction is not something that governments, development institutions or NGOs can do for the poor. They can forge partnerships and help promote the conditions in which the poor can use their own skills and talents to work their way out of poverty*“.

En résumé, les objectifs de ces institutions vont de pair avec ceux de la politique de coopération luxembourgeoise, à savoir la concentration de l'aide aux Etats les plus démunis, le développement économique des moins favorisés (p. ex. développement rural) et le développement soutenu.

*

¹ IFAD Rural Poverty Report 2001.

LES IMPLICATIONS FINANCIERES

L'enveloppe globale de la 13e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (AID) s'établit à 18 milliards de DTS (= droits de tirage spéciaux), dont 10,02 milliards de DTS à charge des pays donateurs.

La part luxembourgeoise à cette enveloppe globale s'élève à 0,1%, dont à 10,02 millions de DTS. Libellée en euros au taux de conversion prédéterminé de 1 DTS = 1,43546 euro, la participation du Grand-Duché à la 13e reconstitution des ressources de l'AID s'élève à 14.380.000 euros correspondant ainsi à la résolution No 204 adoptée le 25 juillet 2002 par le Conseil d'administration de l'AID. Le paiement se fera par l'émission de bons du trésor, dont l'encaissement sera réparti sur six tranches annuelles, et dont les répercussions budgétaires échelonnées dans le temps seront les suivantes:

<i>Année</i>	<i>Montant en euros</i>	<i>% du total de la participation grand-ducale</i>
2003	1.719.000	12,0
2004	2.524.000	17,5
2005	3.344.000	23,3
2006	3.444.000	23,9
2007	2.516.000	17,5
2008	833.000	5,8

L'enveloppe globale de la 3e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) s'élève à 2,92 milliards USD pour les années 2002 à 2006.

La contribution luxembourgeoise à la 3e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial sera de l'ordre de 4 millions de DTS, soit 5.730.000 euros. La mise correspond au minimum requis pour pouvoir participer aux discussions sur la politique du Fonds et aux négociations sur la reconstitution des ressources. Elle est conforme à la résolution No 2002-0005 adoptée le 19 décembre 2002 par le Conseil d'administration de la Banque Mondiale. La contribution s'opère par l'intermédiaire de l'émission de bons du trésor, dont les tranches (et conséquemment les incidences budgétaires) s'échelonnent comme suit:

<i>Année</i>	<i>Montant en euros</i>	<i>% du total de la participation grand-ducale</i>
2003	716.250	12,50
2004	673.275	11,75
2005	744.900	13,00
2006	716.250	12,50
2007	701.925	12,25
2008	658.950	11,50
2009	573.000	10,00
2010	487.050	8,50
2011	343.800	6,00
2012	114.600	2,00

Le montant de la participation luxembourgeoise à la 6e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole est fixé à 510.000 euros. Ce montant constitue une augmentation de 32% comparé à la 5e reconstitution des ressources du FIDA et correspond à celui prévu par la résolution No 130/XXVI adoptée le 19 février 2002 par le Conseil des gouverneurs du FIDA, qui est le princi-

pal organe décisionnel du Fonds. La contribution sera réglée par l'émission de bons du trésor, dont les trois tranches égales seront imputées comme suit sur le budget de l'Etat:

<i>Année</i>	<i>Montant en euros</i>
2004	170.000
2005	170.000
2006	170.000

Finalement, il est signalé que l'incidence budgétaire du projet sous rubrique pour l'exercice 2004 sera de 3.367.275 euros. Le total des reconstitutions des ressources des organisations visées par cette loi s'élève à 20.620.000 euros.

*

Le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi sous revue. Il suggère seulement de corriger l'intitulé en écrivant „13^e“, „3^e“ et „6^e“. La Commission des Finances et du Budget se rallie à cette observation.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi tel que déposé par le gouvernement.

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 13^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement
- à la 3^e reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial
- à la 6^e reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

Art. 1er.– Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 14.380.000 euros à la treizième reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (AID-IDA), conformément à la résolution No 204 adoptée le 25 juillet 2002 par le conseil d'administration de l'Association Internationale de Développement.

Art. 2.– Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 5.730.000 euros à la troisième reconstitution des ressources du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM-GEF), conformément à la résolution No 2002-0005 adoptée le 19 décembre 2002 par le conseil d'administration de la Banque Mondiale.

Art. 3.– Le Gouvernement est autorisé à participer à concurrence de 510.000 euros à la sixième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole (FIDA-IFAD), conformément à la résolution No 130/XXVI adoptée le 19 février 2003 par le conseil des gouverneurs du FIDA.

Luxembourg, le 13 octobre 2003

Le Rapporteur,
Lucien CLEMENT

Le Président,
Lucien WEILER